



DECLARATION LIMINAIRE CTL 17 octobre 2022



Monsieur le Président,

Cet été a vu l'adoption de la « loi portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat » et de la loi de Finances rectificative 2022. Ces mesures, et notamment « l'exceptionnelle » revalorisation du point d'indice, si on en croit le gouvernement, sont malheureusement, et une fois encore, très loin de compenser l'inflation.

Finis l'abondance a clamé le Président de la République ! Mais l'abondance, c'était pour qui ? A la DGFIP, seulement pour une minorité de cadres très supérieurs mais sûrement pas pour la quasi totalité des agents. C'est pourquoi la **revalorisation** des salaires, des traitements, de l'indemnitaire et des pensions demeure la priorité pour **Force Ouvrière**, syndicat de la feuille de paye, d'autant que la courbe de l'inflation va poursuivre sa progression.

Aussi, FO, en intersyndicale, appelle les fonctionnaires et tous les salariés à se mettre en grève le 18 octobre POUR les salaires.

Notre Direction générale se félicite d'une rupture avec les quinze dernières années concernant les **suppressions d'emplois** car ce ne sont « que » 850 emplois qui seront supprimés en 2023 à la DGFIP.

En résumé, c'est mauvais mais c'est moins mauvais qu'avant donc c'est bon. Il fallait oser...

Encore une fois, la DGFIP s'enorgueillit de rester exemplaire dans le dépeçage de notre administration. Alors que l'ensemble des ministères, sauf le nôtre, voient leurs effectifs augmenter, notre direction conserve une fois de plus son titre de fournisseur officiel de suppressions d'emplois.

Pour **FO DGFIP**, même moins, c'est encore trop !

Dans les faits, au quotidien chaque agent de cette administration souffre d'un sous-effectif récurrent et subit régulièrement une dégradation de ses conditions de travail.

Quant aux **retraites**, **FO** réaffirme qu'elles ne doivent pas être une variable d'ajustement des finances publiques. **FO** s'opposera à toute réforme conduisant à réduire les droits à la retraite et à faire travailler plus longtemps pour en bénéficier. Si le gouvernement persiste dans son funeste projet de contre-réforme avec un nouveau recul de l'âge de départ, l'allongement de la durée de cotisations et la remise en cause des régimes existants, alors la riposte syndicale sera activée, dans l'unité la plus large, pour son retrait.

Avant l'été, le DG avait lancé son **grand remue-ménages**, opération de communication censée permettre aux personnels de définir collectivement le contenu du prochain contrat d'objectif et de moyen (COM).

La synthèse ayant été publiée sur Ulysse, force est de constater qu'elle conforte les propos et les positions de **FO DGFIP** et de la **section du Bas-Rhin**, encore lors du dernier CHSCT du 28 septembre.

Qu'est-ce que cette consultation, par ailleurs largement boudée par les agents, apprend au DG que nous ne lui ayons déjà dit ? Que la poursuite des restructurations n'est plus possible ? Que les suppressions d'emplois sont insupportables ? Que les agents ne se retrouvent plus dans l'exercice quotidien de missions qu'ils continuent néanmoins de porter à bout de bras avec un sens du service public qui force le respect ? Que les collègues naviguent à vue car ce qui reste du réseau est complètement désorganisé ? Qu'ils n'ont plus la possibilité de faire du bon travail car ils ne travaillent que dans l'urgence ? Qu'un service avec 50 % de sachants est invivable au quotidien en termes de conditions de travail ? Que la baisse de leur motivation est proportionnelle à la perte de sens du travail et du service public ?

C'est encore ce que les **HMI** effectuées par **FO DGFIP 67** ont souligné, c'est encore ce que nous vous avons dit au dernier CHSCT, c'est également ce qui apparaît dans le rapport annuel 2021 du médecin de prévention et c'est sans doute ce que vous disent les collègues lors de vos visites.

Leurs préoccupations sont connues et remontées par **FO DGFIP** : l'emploi, le pouvoir d'achat, l'exercice plein, entier et quotidien de toutes les missions, la reconnaissance concrète de leur engagement par la revalorisation des rémunérations et un plan de qualification ambitieux, la charge de travail, l'amélioration effective des conditions de travail...

A force de suppressions d'emplois aveugles et de restructurations inconséquentes d'année en année, notre administration devient ingouvernable sur le terrain, le seul objectif étant de s'adapter à la baisse de moyens en abandonnant progressivement les missions...

Voilà une bien triste ambition à peine plus de 10 ans après la création de la DGFIP...

Après tous ces témoignages, toutes ces situations que nous vous décrivons depuis de nombreuses années à longueur de CTL et CHSCT, **comment osez-vous encore écrire** en bilan de l'analyse du Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS), dont l'étude est à l'ordre du jour de ce CTL, **qu'il n'y a pas de « services ou de catégorie de service connaissant des difficultés particulières » ?!?!?**

Parce que les militants FO DGFIP 67 sont déjà allés dans tous les services cette année en visite et en HMI, nous pouvons l'affirmer : aucun service ne va bien ! A part la Paierie régionale, mais il est vrai qu'ils ont déjà bien donné avec la fusion des anciennes régions.

Voilà le constat, voilà le bilan de votre prédécesseure : dans le réseau, un seul service où les agents collectivement ne se plaignent pas de leurs conditions de travail, d'être submergés par la charge de travail, de l'organisation interne à reconstruire complètement, d'une vision incertaine de l'avenir, d'être pour certains trop proches de la rupture.

En résumé, en 14 ans de « vie commune », les agents de la DGFIP auront connu environ 24 000 suppressions d'emplois, une maigre augmentation du point d'indice, des restructurations et des réformes à répétition, tout cela sans devoir attendre de reconnaissance concrète, **bref, que du bonheur !**

Dans le contexte explosif de cette rentrée, entre inflation galopante et crise des énergies, entre menace sur les retraites et menace sur nos emplois, entre pouvoir d'achat en berne et promotions peau de chagrin, il est grand temps d'ouvrir de véritables négociations pour apporter aux personnels la reconnaissance qu'ils méritent. Seuls leur conscience professionnelle et leur engagement permettent que les rendez-vous de la DGFIP puissent être honorés.

Après le Ségur de la santé et le Beauvau de la sécurité, pour FO le temps est venu du « BERCY des FINANCES » ! Car au-delà d'une reconnaissance par des mots, les agents attendent une reconnaissance concrète par des actes : pour leurs traitements, pour leurs déroulements de carrière, pour leurs conditions de travail !

Le Service public a une longue histoire; FO, avec les agents qui lui sont attachés, fera tout pour lui donner un avenir.

Les élus **FO DGFIP 67** appellent tous les agents qui refusent la destruction programmée de la DGFIP, le délitement progressif des missions et la réduction continue des moyens humains et matériels à retrouver et opposer **la force du collectif** aux projets néfastes que la DG nous impose.

